

MESSAGES CLES DU TOGO POUR LE FPHN

- **CONTEXTE**

Le Togo se prépare pour présenter son quatrième rapport sur la mise en œuvre des ODD pour l'édition 2022 au FPHN après ceux de 2016, 2017 et 2018.

- **MISE EN ŒUVRE DES ODD 4, 5, 14, 15 et 17**

➞ **ODD 4**

Le Togo poursuit sa politique de la gratuité des frais de scolarité adoptée depuis 2008 au niveau de l'enseignement primaire publique qui a été étendue au secondaire en 2021. Par conséquent en 2021, le taux net de scolarisation au primaire est de 94,3%. Les taux de rétention dans le premier cycle du secondaire général et le second cycle du secondaire sont respectivement 71,2% et 71,3% en 2021.

Pour l'enseignement supérieur, des centres d'excellence dans les domaines de sciences aviaires, villes durables en Afrique, maîtrise de l'électricité et protection durable des cultures ont été mis en place.

Pour l'adéquation formation-emploi, 3 instituts de formation en alternance au développement en aquaculture, élevage et bâtiment, énergie renouvelable et logistique ont été opérationnalisés.

➞ **ODD 5**

Depuis 2020, le gouvernement est dirigé par une femme et est composé de 34,30% de femmes. Le parlement est présidé par une femme et 18,68% des sièges sont occupés par les femmes. Elles représentent 35,29% dans l'administration publique, 12,60% des conseillers municipaux et 10,25% des maires.

En matière de Violences basées sur le genre, 21 centres d'écoute et de conseils de victimes ont été créés et 14 111 cas de victimes pris en charge entre 2016-2021.

Pour le bien-être de l'enfant, plusieurs textes législatifs et documents, notamment le code de l'enfant, la politique du bien-être des enfants, la stratégie nationale de justice pour enfant, la feuille de route pour l'enregistrement des naissances et le plan d'action national de lutte contre les pires formes de travail des enfants 2020-2024 ont été rendus disponibles.

➞ **ODD 14**

Pour protéger durablement l'environnement marin et côtier, un programme régional de gestion intégrée du littoral et de lutte contre l'érosion côtière est mis en œuvre. La proportion de côte protégée contre l'érosion côtière est passée de 41,7% en 2017 à,

42,34 % en 2022 et le linéaire de côte protégée est passé de 21 170 m en 2018 à 22 270 m en 2021.

Par rapport aux zones économiques exclusives, il est noté la création du port sec franc d'Adétikopé et la mise en place des fenêtres d'accostage fixe au Port autonome de Lomé ayant conduit à l'augmentation du trafic portuaire de 28,8% et à la réduction du temps d'attente des navires en rade de 08 jours à 02 heures en 2021.

➤ ODD 15

Les efforts en matière de reboisement et de restauration des paysages forestiers ont permis de faire passer la surface des zones forestières de 24,24% en 2015 à environ 24,66% en 2021 et la proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre dans les aires protégées de 447 140 ha en 2018 à 452 800 ha en 2021.

En matière de lutte contre la désertification, de restauration des terres et sols dégradés, les actions menées ont permis de porter la superficie des terres dégradées de 234 000 ha en 2010 à 134 214 ha en 2020 puis à 120 794 ha en 2021.

➤ ODD 17

Le gouvernement a lancé en 2021 le programme d'actions pour le renforcement des contributions de la diaspora et du guichet diaspora pour le renforcement de la mobilisation des fonds de la diaspora. Dans le but de favoriser l'investissement privé, un cadre de concertation Etat-secteur privé a été mis en place et la loi n°2021-034 relative aux contrats de Partenariat public-privé a été promulguée. De même le décret n°2022-002/PR fixant les conditions de coopération entre les organisations non gouvernementales et le Gouvernement a été adopté.

• DEFIS ET PERSPECTIVES

- Renforcement de la mobilisation des ressources pour le financement de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025 ;
- Initiation et mise en œuvre d'actions socio-économiques spécifiques et intégrées ciblant les zones les plus défavorisées et vulnérables, à l'instar du programme d'urgence pour le renforcement de la résilience de la région des Savanes ;
- Renforcement du système statistique ;
- Renforcement des capacités du secteur privé ;
- Poursuite des efforts d'amélioration du climat des affaires et d'investissement.